

Nos amis néo-démocrates qui siègent à gauche doivent avoir le sentiment de tenir un ours par la queue. Leur chef doit décider s'il va se lier au groupe des «Waffles» ou se détacher du gaufrier (waffle-iron). Dans une certaine mesure, M. Nixon a adopté les idées du mouvement «Waffle», mais, à mon avis, les Néo-démocrates ne peuvent avoir à la fois l'argent et le drap. Au cours du présent débat, leur chef a tenté de suggérer un certain nombre de solutions, dont la levée d'une taxe à l'exportation sur tous les produits manufacturés dans l'Ouest ou expédiés des Prairies. Il n'a pas parlé de l'Est. Il lui faut décider s'il veut lier partie avec les «Waffles» ou s'en séparer, parce que le fer est trop chaud.

La surtaxe n'est, à mon avis, qu'une pièce du puzzle. Une fois cette pièce supprimée, nous serions encore aux prises avec la réalité des propositions de M. Nixon lesquelles, je le répète, peuvent à la longue provoquer chez nous des conséquences d'une bien plus grande portée. Certes, elles auront un effet plus profond sur l'économie canadienne que tous les discours que nous avons entendus jusqu'ici sur le nationalisme économique.

Hier, le premier ministre a ajouté une nouvelle expression au lexique politique. Il y a plusieurs mois, il a dit qu'il y avait parmi les hommes politiques des compétences et des nullités. Il s'était ensuite lancé dans un petit monologue intéressant là-dessus. Hier, il a dit que le gouvernement comptait des non-directeurs de non-services. En dépit de toute l'inquiétude que cause aux Canadiens le programme américain, on peut dire qu'au moins les États-Unis ont pris des décisions, puis des mesures. Malgré tous les groupes spéciaux de travail que nous avons créés ici, cette mesure et ces décisions nous ont pris au dépourvu. Au lieu d'utiliser le geste américain comme catalyseur à nos propres fins, en espérant sensibiliser l'opinion publique, nous sommes toujours au dépourvu. Le gouvernement aurait dû tenter d'encourager les affaires. Il aurait dû accorder des avantages fiscaux pour stimuler l'économie. L'économie est dans le marasme, n'en déplaise à M. Benson. Le gouvernement devrait faire preuve d'imagination en présentant des propositions de réformes monétaires au lieu de se débattre dans la pénombre.

Au lieu de présenter une politique d'ensemble, le gouvernement se contente d'ajouter un autre carreau à la mosaïque. Il devrait nettoyer cette mosaïque économique, ou y substituer un nouveau panneau. Il faut au Canada plus qu'un nouveau carreau sur la vieille mosaïque. Pourtant, je me demande, et je demande aux autres députés, si nous méritons vraiment mieux, alors que nous laissons un premier ministre mener un gouvernement composé de directions qui n'en sont pas, administrées par des chefs qui n'en sont pas. A mon avis, il en découle que nous avons un gouvernement qui n'en est pas un. Le ministre peut nous demander de relire la mesure proposée, s'il le veut, mais je me permettrai de lui rappeler que certains de ses anciens collègues ont quitté les rangs du gouvernement précisément parce qu'ils ne pouvaient accepter la politique, ou l'absence de politique, de ce dernier sur ces questions fondamentales. Lorsque le premier ministre (M. Trudeau) vient déclarer à la Chambre sur un ton gouailleux et hautain, comme il l'a fait hier,

qu'il y a des chefs qui n'en sont pas de directions qui n'en sont pas, il nous faut en conclure qu'il y a aussi des non-politiques, un non-gouvernement et un non-nationalisme économique. Le gouvernement n'a fait aucune proposition importante et n'a aucune politique à nous présenter à l'égard de la décision de M. Nixon. Nous sommes censés retenir notre souffle et attendre d'autres mesures législatives fragmentaires qui ne seront jamais que du rapiéçage.

Le Japon et l'Allemagne ont déjà réagi, mais nous jonglons avec 80 millions de dollars pour contrebalancer une mesure fondamentale qui transformera le mouvement de notre commerce extérieur. Je savais que la mosaïque canadienne se composait de nombreuses pièces, mais je ne savais qu'elles étaient si enchevêtrées et si peu harmonieuses. Je croyais qu'elle renvoyait une image beaucoup plus précise. Nous avons tous entendu parler des carrefours culturels et constitutionnels. Je pense que nous avons atteint le carrefour économique. Mettant de côté toute timidité, le gouvernement devrait mobiliser plutôt la fierté latente du Canada et s'attaquer résolument aux problèmes que l'action des États-Unis engendre. Nous devons examiner les problèmes dans cet esprit, pas avec des têtes, des cœurs et des politiques vides. Ce bref élan de rhétorique en amènera certains à demander ce que nous pouvons faire et ce que nous aurions dû faire. La question me paraît fondée.

• (3.50 p.m.)

A mon avis, nous aurions dû commencer par entamer directement avec le président des États-Unis, et non pas avec certains de ses secrétaires ou hauts fonctionnaires, des discussions bilatérales sur toute la question de l'économie. Le premier ministre (M. Trudeau) aurait pu signaler que nous, Canadiens, nous préoccupons du problème américain, que nous y sommes sensibles, mais que nous nous inquiétons de savoir si la solution de ce problème nous sera désavantageuse, car je soutiens que le bill C-262 ne contient absolument aucune disposition propre à exercer une pression sur quiconque aux États-Unis pour éveiller ce pays aux répercussions néfastes de ces mesures sur nous. Le public des États-Unis ne reconnaît même pas notre cause, sans parler du Congrès américain. C'est l'une de mes oppositions fondamentales au bill C-262. Il ne comporte pour les Américains aucun caractère tracassier qui permettrait de replacer le problème dans la perspective du continent nord-américain.

Le geste unilatéral de M. Nixon a bouleversé certaines choses. Que ce soit en temps de paix ou de guerre, nous, Canadiens, avons toujours abordé les problèmes économiques d'une façon libre et indépendante. Une grande partie de notre économie dépendait des échanges commerciaux, mais nous n'avons jamais accepté d'aide de quelconque pays que ce soit, y compris les États-Unis. Nous avons préféré négocier de façon bilatérale et multilatérale pour les échanges de produits, de services et de capitaux. Nous constatons qu'au cours des dernières années la conjoncture économique mondiale a été soumise à de graves tensions comme une poussée inflationniste, le chômage, des taux d'intérêt usuraires et des problèmes monétaires. Pour éviter un problème monétaire chez nous, nous avons laissé flotter notre dollar et